

PREMIER PLAN

QUAND LES ÉLUS L'OUVRENT

La Joconde,
elle aussi, se sent
abandonnée...



L'avenir du monde culturel prend un virage politique. Dans une déclaration sobre et lapidaire qui rassemble à droite comme à gauche, les représentants de onze régions de France et une trentaine

de maires – de Rouen à Marseille et de Reims à Bordeaux – s'associent aux syndicats du spectacle vivant (subventionné), pour réclamer à leur tour la réouverture de « tous les établissements culturels ». Comprendre : pas de distinction néfaste entre musées, cinémas ou théâtres, car tous élaborent depuis des mois de rigoureux protocoles sanitaires. Qu'est d'ailleurs devenu le dernier projet de reprise progressive, élaboré avec le ministère de la Culture le 19 janvier dernier et porté disparu depuis ? En six étapes (du confinement généralisé au retour à la normale), il détaillait les mesures à mettre

en place et les activités possibles à chaque stade de l'épidémie. Ne manquaient plus que les indicateurs sanitaires auxquels s'accrocher, désespérément. La méthode « à l'ancienne » de la ministre Roselyne Bachelot, consistant à annoncer prématurément des décisions (le billet horodateur, la réouverture des musées) pour obtenir gain de cause en haut lieu, se heurte aujourd'hui à l'intransigeance d'Olivier Véran et de Jean Castex. Et la discrédite auprès des professionnels de la culture qui, sans douter de sa sincérité, s'irritent de son inefficacité. Lassées de voir les consultations s'enchaîner secteur par secteur, les collectivités territoriales s'invitent dans le débat, non seulement parce qu'elles récoltent les plaintes de leurs administrés privés de la moindre distraction, mais aussi parce qu'elles sont les premiers financeurs de la culture, et qu'en quarante ans de décentralisation, elles ont acquis un pouvoir qui ne leur échappera pas ●

Par **Sophie
Rahal**